

Entretien avec Karim Ouchikh, président du SIEL

Article rédigé par *contact*, le 12 mai 2016

Indication pratique concernant la manifestation

Vidéo: [Loi Taubira 3 ans déjà](#)

Pourquoi avoir décidé de « commémorer » la date anniversaire de la loi Taubira ?

A mes yeux, il est impératif de ne jamais oublier ce jour funeste du 17 mars 2013 qui marqua la victoire (momentanée...) de cette idéologie destructrice de la loi naturelle qui est à l'œuvre dans notre pays depuis plusieurs décennies. Malgré la mobilisation de millions de Français, de toutes sensibilités, le gouvernement socialiste est resté sourd à l'expression massive de la *vox populi*. Voilà trois ans maintenant que ce gouvernement décérébré fit passer en force cette loi éminemment clivante, en bafouant sans état d'âme les règles élémentaires du débat public. Le « *changement de civilisation* », selon les mots mêmes de Madame Taubira, ne fut aucunement soumis à référendum, car celui-ci aurait été, à coup sûr, largement rejeté. Pour éviter pareil désaveu populaire, le gouvernement a privilégié le coup de force législatif et la répression policière, en jetant au passage au panier une pétition ayant rassemblé 700.000 signatures ! A un an d'échéances électorales, vitales pour l'avenir de notre pays, il nous appartient de rappeler aux Français la multiplicité des entorses démocratiques dont ce gouvernement s'est rendu coupable, en les invitant à maintenir la pression car la loi Taubira sera bientôt vouée à disparaître définitivement de notre horizon juridique.

Où en est la droite quant à la question de l'abrogation ?

Pour ce qui est de l'abrogation de cette loi funeste, il est intéressant de noter que les ténors de la droite, qui occupèrent activement les premiers rangs des manifestations de 2013 et de 2014, ont presque tous finalement changé de position. Par pragmatisme, disent-ils : car selon eux, il ne faudrait pas rouvrir une ligne de fracture parmi les Français. Au mieux, ils se déclarent *mezzo voce* favorables à une vague réécriture de la loi... En réalité, ils se sentent soulagés que ce soit la gauche qui ait réalisé une réforme profondément rejetée par nos compatriotes. Et comme son habitude, la droite molle ne revient jamais sur les réformes dites de "Progrès" initiées par la gauche libertaire, de crainte d'apparaître "réac". C'est tout simplement l'expression d'une lâcheté éprouvée depuis trente ans par une droite incapable de briser l'emprise idéologique de la gauche. En un mot comme en cent, l'abrogation pure et simple du mariage homosexuel est indispensable si l'on veut mettre fin aux pratiques mercantiles, malheureusement de plus en plus répandues, de recours à la PMA ou aux mères porteuses qui malmènent les "fondamentaux" de la filiation naturelle. Du reste, le « droit » condamnable à l'enfant, revendiqué par certains, n'est-il pas intrinsèquement lié à la loi Taubira ?

D'autres organisations, politiques ou civiles, pourraient-elles se joindre à votre rassemblement de mardi prochain ?

J'espère que l'intérêt général primera sur les considérations partisans. Dans la mesure où le SIEL a pris l'initiative d'un rassemblement le jour anniversaire du vote de la loi, sans la moindre arrière-pensée politicienne, il m'apparaîtrait normal que d'autres forces politiques ou des mouvements apolitiques œuvrant au sein de la société civile, se joignent librement à nous. Je rappelle ici que nous sommes favorables à l'union de toutes les droites, nous plaçant ainsi dans une logique d'ouverture et de dialogue avec tous ceux qui défendent notre socle anthropologique d'essence chrétienne, dont le modèle familial traditionnel est une composante essentielle. **Devant la multiplication historique des attaques portées à notre modèle de civilisation, j'appelle donc à la mobilisation générale en invitant chaque Français à nous rejoindre le mardi 17 mai prochain à 19 heures place Saint Augustin à Paris.**

L'abrogation du mariage homosexuel, et plus généralement les questions sociétales, seront-elles un enjeu dans la bataille présidentielle ?

De façon générale, je suis persuadé que les questions identitaires qui troublent tant nos compatriotes, dont celles relevant de la préservation de notre socle anthropologique, seront aussi importantes que les enjeux économiques et sociaux lors du scrutin présidentiel. Contrairement à ce que certains imaginent trop rapidement, l'abrogation du mariage homosexuel est un enjeu central car il met en cause au fond notre vision au monde. Comme disait Charles Maurras, « *la Nation est une famille de familles* ». Tout est lié. On ne peut décemment pas lutter contre l'invasion migratoire sans se battre aussi contre la destruction de la cellule de base de notre société. Déplorer à juste titre le Grand Remplacement sans lutter dans le même temps pour l'avènement d'une politique volontariste de natalité, est un non sens absolu. Les immigrants auraient-ils vocation à prendre la place de ceux qui ne sont pas nés ? Quant à la sanctuarisation de la filiation naturelle, tout homme politique armé d'une saine conception du Bien commun et soucieux de préserver les générations à venir, ne peut que se gendarmer face au processus législatif de destruction de la famille que la majorité socialiste actuelle conduit activement, avec la complicité passive de la fausse droite. En appelant à l'abrogation de la loi Taubira, tout en agissant chaque jour contre ses dérives, nous œuvrons en somme à l'édification d'une société équilibrée qui tournerait radicalement le dos au modèle libéral-libertaire que les forces du chaos entendent nous imposer.

Entretien réalisé par Liberté Politique.